



Associations de la lutte contre l'exclusion : Au cœur de la crise, trouver des raisons de rebondir

En tout temps, les associations du secteur social remettent debout les laissés-pour-compte de la croissance économique. Lorsqu'une crise sévit, elles sont les premières à en affronter les conséquences. Comment cela se traduit-il dans leur travail quotidien ? Quelles sont malgré tout les raisons de ne pas baisser les bras, de « rebondir » ? A l'initiative de Vivre Ensemble, quelques associations en ont débattu le 24 octobre 2009 sur le site d'Economie sociale de Monceau-Fontaines, près de Charleroi.

Avec le soutien du service Education
permanente de la Communauté
française Wallonie-Bruxelles



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2009

Chôme, problèmes de logement, isolement, manque chronique de revenus, sentiment d'inutilité, souffrances multiples... ces conséquences de la crise, les associations les connaissent par cœur, et depuis bien avant septembre 2008. « *La crise est vécue par beaucoup comme perpétuelle, rappelle Lionel Thelen¹, mais s'exprime avec plus d'acuité aujourd'hui. La hausse des prix ne s'accompagne pas d'une revalorisation des allocations, donc la situation empire.* »

« *La hausse du prix du pétrole rend le chauffage dans le logement décent de moins en moins accessible, déplore pour sa part Anne-Catherine Rizzo².* »

Crise ou pas, les associations sont confrontées chaque jour aux carences d'un système censé permettre une vie conforme à la dignité humaine : sachant que le revenu d'intégration

¹ Sociologue et « chercheur de terrain »

² Directrice de Relogeas, asbl dont les objectifs sont la création de logements d'insertion et de transit, la rénovation de logements en collaboration avec des propriétaires et l'accompagnement technico-social des locataires. Rue de Monceau-Fontaine, 42/11 6031 Monceau-sur-Sambre Tél.: 071 31 78 52 Courriel : ancat_rizzo@hotmail.com

sociale (RIS) - 711,56 €³ - est plus bas que le seuil de pauvreté (878 €), comment parler « d'intégration sociale » ? « *Rien qu'à ce niveau, la crise pousse chacun à réfléchir, à prendre conscience que "ça ne peut pas continuer ainsi"!* » affirme Anne Herscovici⁴.

DEMANDES PLUS NOMBREUSES, MOYENS INCHANGÉS

A Relogeas⁵, on constate que la crise amène un nouveau public, auquel l'association n'aurait en principe jamais dû avoir affaire.

« *Beaucoup de nouveaux sans-emploi sont en plus touchés par le surendettement, voire la perte de leur logement.* »

Des gens qui, il y a un an, s'en sortaient plus ou moins bien, et qui, aujourd'hui, ont basculé dans la précarité et en

sont parfois réduits à dormir dans leur voiture. Ces personnes s'adressent aux associations ; celles-ci doivent donc faire face à des demandes plus nombreuses, sans pour autant que leurs moyens –

Les associations doivent répondre à de nouvelles demandes, sans que leurs moyens ne soient gonflés en conséquence...

³ pour une personne isolée

⁴ Sociologue, députée au Parlement bruxellois, ancienne présidente du CPAS d'Ixelles.

⁵ Voir note 2

financiers et humains - soient gonflés en conséquence...

Or, avec ce nouveau public, il est important d'agir vite, avant qu'il ne soit démobilisé par rapport à la recherche d'emploi et ne s'installe durablement dans la précarité et le découragement !

La crise se fait sentir partout, y compris dans les prisons : « *Comme à chaque crise, on constate une population carcérale en surnombre. Les petits délits, comme le vol à l'étalage, sont plus poursuivis, on risque donc de se retrouver plus rapidement en prison* », constate Isabelle Heine, de l'association « Avanti », qui travaille avec des anciens détenus.

Pour ce public précis comme pour d'autres personnes en situation précaire, l'accès à l'emploi devient de plus en plus un rêve inaccessible. Les licenciements se succèdent, mais le nombre d'emplois – même peu qualifiés – n'augmente pas. Les personnes exclues du chômage et prises en charge par les CPAS, sont parfois trop loin dans la précarité économique, sociale, psychologique, pour espérer répondre aux critères

Pour beaucoup, l'accès à l'emploi devient un rêve inaccessible : les licenciements se succèdent, mais le nombre d'emplois – en particulier peu qualifiés – n'augmente pas.

« d'employabilité ». Pour beaucoup, l'objectif n'est plus l'emploi – il n'y en a de toutes façons pas pour tout le monde – , mais la possibilité de s'occuper, de se rendre utile, de renouer des liens sociaux, voire amicaux, d'avoir des raisons de se lever le matin.

CRÉER, PARTICIPER...

A Avanti, cela passe par la création d'œuvres d'art, le plus souvent à partir de matériaux de récupération.

Les locaux de l'association ont d'ailleurs des airs de caverne d'Ali-Baba. Les nains de jardin y côtoient des chaises de toutes les formes, des vierges de Lourdes et des machines sorties tout droit de l'imagination – et des mains – des stagiaires. Cette créativité s'exerce parfois sur des terrains inattendus, comme cette

rencontre du groupe avec des Congolais de Belgique qui a débouché sur un projet d'échange et de partenariat avec un village au Congo.

A La Rochelle, maison de quartier de Roux, dans le grand Charleroi, la participation est le maître-mot : quand une personne se présente, le premier message qu'elle reçoit, c'est

« tu es capable d'apporter quelque chose aux autres ». Selon ses talents et ses envies, elle s'intègre alors dans (ou propose) un projet utile aux autres membres de l'association et, plus largement, au quartier : sport, fête annuelle, épicerie sociale, culture, cuisine, etc. Parallèlement, chacun trouvera auprès de l'assistant social un soutien pour avancer dans la résolution de ses problèmes administratifs, médicaux, familiaux, financiers, ... Des formations sont également proposées, au CEFOC⁶ ou au CESA⁷. Autant de chemins pour (re)trouver la confiance en soi et en ses capacités – et pour les utiliser au mieux. Que l'emploi soit au bout du chemin ou non, il s'agit d'abord et « simplement » de (re)devenir un citoyen à part entière, à ses propres yeux et dans le regard des autres.

⁶ Le CEFOC (Centre de formation Cardijn) est une association d'éducation permanente, reconnue par la Communauté Française. Y sont développées des formations pour des adultes issus ou solidaires des milieux populaires. CEFOC asbl, Rue Saint-Nicolas, 84 à 5000 Namur info@cefoc.be ou 081/23.15.22 (tél et fax) (extrait du site : www.cefoc.be)

⁷ Le CESA (Centre d'enseignement supérieur pour adultes) fait partie de l'enseignement de promotion sociale pour adultes. L'offre de formation veille à privilégier un public peu qualifié et en réinsertion socioprofessionnelle. Contact : Rue de Courcelles 10 6044 ROUX. Tél. : 071 45 11 08 Fax : 071 45 53 63 (Extrait du site www.cesa.be)

DES RAISONS D'ESPÉRER

Pauvreté chronique + crise = désespoir ? Pour les associations, il existe des raisons de ne pas baisser les bras, et même de « rebondir » : elles sont souvent le dernier filet de secours pour une part de la population. C'est un argument pour tenir !

Régulièrement, pressées de toute part, les associations sont placées devant de nouveaux défis, parfois même jouent leur survie. Ce qui pousse finalement à être de plus en plus créatif...

Dans l'économie sociale, c'est ensemble qu'on trouve des solutions. A Monceau-Fontaines, on sait de quoi on parle : l'ancien charbonnage, aujourd'hui transformé en laboratoire de l'économie sociale⁸, ne cesse d'expérimenter cette puissance du collectif.

Entre associations travaillant sur le site : « *Si nous nous lançons dans la construction de logements passifs pour les familles pauvres, c'est parce que nous avons pour voisins l'EFT Quelque chose à faire, qui forme ses stagiaires à la construction*

⁸ Le site de Monceau-Fontaines regroupe une quinzaine d'associations et entreprises à finalité sociale. www.monceau-fontaines.be

écologique », témoigne Anne-Catherine Rizzo, de Relogeas.

Mais aussi, bien sûr, au sein même des associations : ainsi, dans les groupes de parole avec les ex-détenus, on ne s'intéresse pas seulement aux problèmes personnels. Isabelle Heine, d'Avanti, constate : « *Les questions posées abordent la crise économique, le système économique global comme les alternatives possibles, l'environnement et le climat, les droits humains, l'égalité des chances, ... Depuis un an ou deux, on voit bien que quelque chose a changé dans leur demande d'aborder les fondamentaux ! Pour moi, c'est un signe d'espoir.* »

Aux associations, il revient de relayer ces questions au politique pour en faire des outils d'action. En plus de leur travail quotidien, les associations ont une responsabilité de porte-parole. En effet, souligne Lionel Thelen, la représentation insuffisante des groupes exclus a des conséquences sur les politiques : le RIS aurait-il été soumis à des conditionnalités si la représentation des minimexés avait à l'époque été suffisante ?



La Compagnie des Grains de sel.
© P. Sury/VEE

Le projet de théâtre-action, qui fonctionne depuis deux ans sous la coordination de Bruno Hesbois à Namur⁹, met en évidence que c'est le lien social qui suscite de nouvelles dynamiques, qui donne une force mentale. « *Cela permet que la prise de conscience des dynamiques sociales devienne collective et pas seulement individuelle. C'est ainsi que les personnes peuvent prendre conscience qu'elles ne sont pas que des êtres physiologiques, mais aussi symboliques. Cela permet de mettre l'humain au centre de tout. En prendre conscience remet en selle.* »

« *Quand il n'y a pas d'emploi, que le taux de chômage frise à certains endroits les 30%, comment peut-on encore dire à l'utilisateur : 'c'est à toi de trouver un boulot!' ?" A fortiori*

si ces personnes sont fragilisées, physiquement et psychologiquement, par les épreuves de toutes sortes qu'elles ont vécues. « *Refuser de situer le problème du chômage au niveau collectif, faire reposer la responsabilité du non-emploi*

⁹ Au départ d'un atelier théâtre organisé par le CPAS, des usagers ont créé « La Compagnie des Grains de sel »

uniquement sur l'individu, c'est un mensonge ! », assène Isabelle Heine. C'est aussi susciter un sentiment de culpabilité qui engendrera perte de confiance en soi et démobilisation pour s'engager sur le marché du travail. C'est donc non seulement humainement révoltant, mais aussi économiquement inefficace.

Entre rebond et colère, les associations reflètent tout ce qui se vit sur le terrain de l'exclusion et de l'injustice sociales. Elles mettent en lumière les contradictions des politiques sociales et le scandale du non-respect des droits humains fondamentaux. Elles gagneraient à être plus souvent et plus largement entendues dans les débats politiques et citoyens où s'esquisse la société de demain.

Francis Heeren, Claude Mormont,
Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Novembre 2009

Les associations : précaires aussi !

La situation de crise, qui fait gonfler le nombre de personnes qui s'adressent aux associations, ne fait qu'aggraver une situation déjà difficile : le fossé entre les plans politiques, rythmés par les échéances électorales, exigeant des résultats chiffrés à court terme,..., et la réalité du public des associations, pas toujours « immédiatement employable », en demande avant tout d'une reconstruction personnelle et sociale, impose un grand écart permanent.

Vu l'aggravation générale de la situation sociale, les associations se sentent de plus en plus impuissantes dans une série de domaines comme la recherche d'emploi ou d'un logement correct.

Le « saupoudrage » des subsides impose par ailleurs de justifier, à chaque subside demandé, la cohérence des projets pour l'administration. Ce surcroît important de travail administratif empiète sur le temps consacré aux personnes ! Sans compter que les associations deviennent parfois concurrentes entre elles pour obtenir des subsides...